



BULLETIN DE LA SECURITE AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Extrémisme islamiste en Afrique de l'Est

PAR ABDISAID MUSSE ALI-KOOR

- ◆ Même si l'extrémisme violent en Afrique de l'Est est souvent associé à *al Shabaab* et à la Somalie, il s'est étendu à des degrés divers à l'ensemble de la région.
- ◆ L'islamisme militant n'est apparu que relativement récemment en Afrique de l'Est — importé du monde arabe — remettant en question les normes bien établies de tolérance.
- ◆ La confrontation de l'extrémisme islamiste avec des interventions policières importantes ou extrajudiciaires pourrait se révéler contreproductive en aggravant les clivages socioéconomiques réels ou perçus et les discours d'exclusion utilisés par les groupes extrémistes violents.

POINTS SAILLANTS

Le risque de l'extrémisme islamiste en Afrique de l'Est porte le plus souvent sur la Somalie et les actions violentes d'al Shabaab. Cependant, les partisans locaux de versions extrémistes de l'Islam se trouvent désormais dans toute la région. En conséquence, les tensions au sein des communautés musulmanes ainsi qu'entre certains groupes islamistes et la société au sens large n'ont cessé de croître dans la région au cours de ces dernières années.

Ces tensions ne sont pas apparues soudainement ou spontanément. Elles sont plutôt le reflet d'une accumulation des pressions pendant des décennies. La diffusion de l'idéologie salafiste imputable aux États du Golfe en est largement responsable. Stimulés par le boom pétrolier mondial et un désir de propager la version wahhabite ultraconservatrice de l'islam dans le monde musulman, les versements de subventions pour la construction de mosquées, madrasas, centres culturels et de jeunesse musulmans commencèrent à inonder la région à des niveaux beaucoup plus élevés que dans les années 1980 et 1990. Les opportunités permettant à la jeunesse d'Afrique de l'Est d'étudier dans le monde arabe ont régulièrement augmenté. Ces jeunes, à leur retour, rapportaient des interprétations plus rigides et plus exclusives de l'islam.

L'élargissement de la portée des télévisions satellites arabes a permis de renforcer et d'acculturer ces interprétations auprès d'un public plus large.

La conséquence directe a été l'apparition d'une nouvelle souche d'islam de plus en plus conflictuel en Afrique de l'Est. Les préceptes salafistes, autrefois considérés comme marginaux, sont devenus courants. Le nombre des mosquées salafistes a crû rapidement. Par la suite, il est devenu de plus en plus inacceptable d'avoir un dialogue ouvert sur les principes de l'islam (voir encadré). Une intolérance grandissante a engendré une polarisation religieuse plus importante.

Au fil du temps, ces tensions sont devenues violentes. Les attaques perpétrées par des militants islamistes contre des civils en Afrique de l'Est (à l'exception de la Somalie) sont passées de quelques-unes en 2010 à 20 environ par an depuis lors. La vaste majorité d'entre elles a eu lieu au Kenya. La plus spectaculaire de ces attaques a été le siège, long de plusieurs jours, en 2013 du centre commercial Westgate à Nairobi, où les militants ont provoqué la mort de 60 civils et blessé des centaines de personnes. Bien qu'al Shabaab ait revendiqué l'attaque, les experts s'entendent pour dire que celle-ci nécessitait l'appui de

nombreux sympathisants locaux kenyans. Al Shabaab a commis un attentat encore plus meurtrier l'année suivante lorsque des membres kenyans et somaliens du groupe ont pris d'assaut le campus de l'Université Garissa du Kenya et tué 147 étudiants. Al Shabaab s'est efforcé d'accroître potentiellement le caractère controversé de ces attaques en choisissant d'exécuter les non musulmans.

REMISE EN QUESTION DE LA NATURE DE L'APOSTASIE DANS L'ISLAM

En 2014, Abdisaid Abdi Ismail a publié un livre dans lequel il s'interroge sur le fait de savoir si l'application de la peine de mort pour apostasie n'appartient qu'à l'islam. En agissant ainsi, il a rejoint un nombre croissant d'érudits musulmans qui rejettent l'utilisation des principes islamiques pour soutenir politiquement des mouvements violents. La réponse dans la région a été spectaculaire. Il a été lui-même qualifié d'apostat, a reçu des menaces de mort et fut expulsé d'hôtels kenyans et ougandais. Certains membres du clergé d'Afrique de l'Est ont demandé à ce que son livre fut brûlé. Les protestations ont finalement abouti au retrait du livre des librairies kényanes, bien que 80 % des Kenyans soient chrétiens et que tout juste 10 % d'entre eux affirment être musulmans. Son expérience montre à quel point les voix modérées et les débats libres sur les enseignements de l'islam sont réprimés, renforçant ainsi les interprétations plus rigides de l'islam en Afrique de l'Est.

On note également une augmentation de la fréquence des attaques locales à plus petite échelle. Les arrêts d'autobus, les bars, les magasins, les églises, ainsi que les imams et les mosquées modérés ont été ciblés. Certaines de ces attaques ont été attribuées au Muslim Youth Center (MYC), un groupe basé à Nairobi qui a fait l'éloge des activités militantes islamiques. Le MYC, qui utilise le nom d'al Hijra depuis 2012, a soutenu les campagnes de collecte de fonds et de recrutement d'al Shabaab. Il

Abisaid M. Ali est conseiller politique régional auprès du bureau du Représentant spécial de l'Union européenne pour la Corne de l'Afrique, plus particulièrement chargé de l'extrémisme violent. Les points de vue exposés dans le présent article sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'Union européenne.

serait lié à l'attaque du Westgate. À Mombasa, des affrontements de rue violents opposant les sympathisants de religieux militants islamistes et la police ont éclaté à de nombreuses occasions.

En Tanzanie, le cheik Ponda Issa Ponda et son groupe Jumuiya ya Taasisi za Kiislam (« Communauté d'organisations musulmanes ») ont été accusés d'incitation aux émeutes et d'avoir brûlé des églises à Dar es Salaam. La Tanzanie accueille aussi l'Ansaar Muslim Youth Center (AMYC) lié à al Shabaab.¹

Depuis 2014, l'ambassade des États-Unis en Ouganda avertit régulièrement de la possibilité d'attaques. Une de ces alertes est arrivée à point nommé, au moment où les forces ougandaises déjouant une attaque imminente par une cellule terroriste basée à Kampala, arrêtaient 19 personnes et saisissaient des explosifs et des vestes suicides.² Le moment le plus marquant pour l'Ouganda est sans nul doute le mois de juillet 2010 où 76 personnes périrent au cours de deux attentats dans la capitale : un restaurant et un club de rugby où les gens s'étaient rassemblés pour regarder la finale de la Coupe mondiale. Al Shabaab en a revendiqué la responsabilité. Toutefois en 2016, sept hommes d'Ouganda, de Tanzanie et du Kenya ont été reconnus coupables des attentats.

Les liens entre la région et le mouvement djihadiste mondial semblent également se développer. Même si le Kenya et la Tanzanie ont été la cible d'attentats terroristes orchestrés par al Qaida contre l'ambassade américaine en 1998 et l'hôtel de tourisme de Mombasa en 2002, la région n'a jamais été un centre de soutien au djihadisme mondial. Toutefois, Hussein Alim Mwinyi, le ministre tanzanien de la défense, a averti qu'un nombre croissant d'habitants rejoignait l'État islamique et al Shabaab. À un moment donné, ces recrues d'Afrique de l'Est peuvent décider de rentrer chez elles, constituant une nouvelle menace sécuritaire.

La violence croissante des extrémistes islamistes a suscité une réponse forte de la part des organes de sécurité d'Afrique de l'Est. Parfois, ces opérations sont menées aveuglément, malheureusement. L'opération Usalama Watch du gouvernement kenyan, par exemple, a abouti à l'incarcération de 4 000 personnes, détenues en grande majorité sans avoir été inculpées. Menées pour la plupart dans des régions peuplées de groupes importants de Somaliens musulmans, ces opérations donnaient l'impression à de nombreux membres de ces communautés d'être l'objet de punitions injustes pour les actes d'une poignée d'extrémistes.³ La conséquence de telles actions pourrait entraîner un soutien accru aux groupes islamistes. Des

entretiens menés auprès de membres kenyans de groupes islamistes violents ont permis de conclure que 65 % des personnes interrogées estimaient que la politique antiterroriste du Kenya constituait le principal facteur les ayant incités à s'associer à leurs campagnes violentes.⁴

En bref, l'idéologie islamiste radicale s'est propagée dans toutes les communautés d'Afrique de l'Est, amenant avec elle plus de violence et une plus grande polarisation sociale. La poursuite de l'escalade n'est pas inévitable, cependant. La région a une longue tradition d'harmonie entre les diverses religions. Néanmoins, l'expérience montre que l'idéologie extrémiste islamiste peut être difficile à contrer, une fois qu'elle a pris racine dans la société. Il est vital pour les gouvernements d'Afrique de l'Est et leurs citoyens de comprendre les facteurs internes et externes motivant ces idéologies extrémistes, de manière à interrompre le processus de radicalisation avant qu'il ne se consolide dans les communautés locales et devienne plus violent.

L'ÉVOLUTION DE L'ISLAM EN AFRIQUE DE L'EST

L'Afrique de l'Est est peuplée de musulmans depuis des générations. Les échanges culturels et commerciaux entre l'Afrique de l'Est et le monde arabe existent depuis des siècles. Ces liens sont antérieurs à la colonisation européenne et influencent substantiellement, encore maintenant, la vie sociale et économique. Même si on ne connaît pas avec précision leur nombre, on estime qu'il y a entre 10 et 15 % de musulmans au Kenya et en Ouganda. Ils constituent 35 à 40 % environ de la population tanzanienne.

Il n'existe pas de communauté islamique uniforme en Afrique de l'Est. Les rituels, les célébrations et les interprétations théologiques varient dans l'ensemble de la région. La plupart des musulmans d'Afrique de l'Est souscrivent aux interprétations sunnites de l'islam, bien qu'il y ait aussi des communautés chiites et des membres de la secte Ahmadiyya. Le soufisme, qui est souvent considéré comme une interprétation « mystique » de l'islam incluant la vénération des saints, est assez répandu également. Certaines communautés musulmanes ont assimilé les pratiques et rituels des croyances africaines traditionnelles, en particulier l'attribution d'une importance spirituelle particulière aux objets sacrés. En dépit de ces différences, les communautés religieuses de la région, musulmanes ou autres, ont dans le passé essayé de coexister pacifiquement et d'ignorer les différences en matière de théologie ou de pratique religieuse.

La situation a changé pour certaines communautés au cours des dernières décennies en raison de l'influence grandissante de l'idéologie salafiste. Un nombre restreint mais croissant de musulmans ont adopté des interprétations exclusives de leur religion, modifiant ainsi leurs relations avec d'autres musulmans, avec d'autres religions et avec l'État. La vision radicale d'une lutte mondiale pour l'instauration de l'islam n'est en aucun cas généralisée. Elle est cependant très présente et d'une manière inconnue auparavant.⁵

L'éducation est l'un des moyens par lequel s'est produit le changement. Faute d'autres possibilités, les familles musulmanes des zones marginalisées comptent sur les madrasas, ou écoles coraniques, pour l'enseignement de leurs enfants. Au cours des dernières décennies, ces madrasas ont bénéficié de sources croissantes de financement des centres d'éducation religieuse basés dans les pays arabes. Pendant leurs études, ces élèves ont été exposés à l'identité culturelle et religieuse de leurs sponsors.

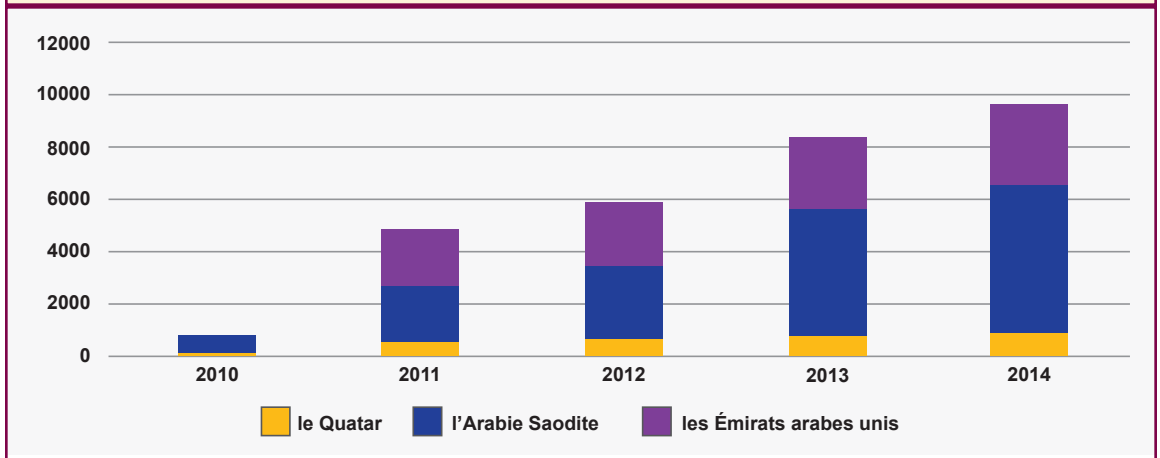
Les opportunités se sont également multipliées dans l'enseignement supérieur. Même si les diplômés universitaires occidentaux continuent à être considérés comme les plus prestigieux, les pays occidentaux ont placé des obstacles à l'immigration après les attentats contre le World Trade Center de 2001. En même temps, les opportunités d'études et les bourses d'études religieuses dans le monde arabe ne cessaient de croître. Cette tendance s'est poursuivie et a même connu une accélération depuis 2010 (voir figure 1). Pour des raisons pratiques, de nombreux musulmans d'Afrique de l'Est ont répondu favorablement à ces opportunités et ont été ainsi exposés à des versions plus fondamentalistes de l'islam.

INSCRIPTIONS DES ÉTUDIANTS D'AFRIQUE DE L'EST DANS LES UNIVERSITÉS DES PAYS DU GOLFE

Le changement des interprétations de l'islam en Afrique de l'Est s'est également fait par l'accès aux médias du monde arabe. L'accroissement du nombre et de la couverture géographique des stations de télévision arabes par satellite dans les années 1990 et 2000 a mis quotidiennement à la disposition d'un public plus large les normes culturelles arabes. Une telle situation a favorisé des interprétations plus conservatrices de l'islam concernant les vêtements, le rôle des femmes et l'établissement de relations différentes entre musulmans et non-musulmans.

L'attrait de telles idées est particulièrement visible lorsqu'on constate l'influence et la popularité grandis-

INSCRIPTIONS DES ÉTUDIANTS D'AFRIQUE DE L'EST DANS LES UNIVERSITÉS DES PAYS DU GOLFE



Source: UNESCO

santes des religieux extrémistes. Le salafisme, qui constituait une ramification marginale de l'islam en Afrique de l'Est dans les années 1990, est devenu courant aujourd'hui. Au Kenya, le prêcheur Abou Rogo Mohammed en était un chaud partisan. Pendant plus d'une décennie, il n'a cessé de dénigrer les non-musulmans et de critiquer les musulmans modérés. Il avisait ses partisans de mettre fin au dialogue interreligieux, de s'abstenir de faire de la politique et de boycotter les élections. Dans un sermon, Abou Rogo a estimé que l'attaque d'une église ayant entraîné la mort de 17 personnes était « une juste rétribution » pour les empiètements chrétiens sur les terres musulmanes. Abou Rogo, qui était étroitement lié au groupe islamiste militant al Hijra et à d'autres mouvements islamistes conservateurs, proclamait que « dans ce pays, nous [les musulmans] vivons au milieu d'infidèles ». ⁶ L'idéologie d'Abou Rogo perdure depuis sa mort en 2012. Des bandes et DVD de ses sermons incendiaires (et d'autres) sont toujours vendus dans l'ensemble de la région.

En Tanzanie, des religieux extrémistes contestent agressivement l'autorité d'organisations islamiques plus modérées et encouragent les protestations et les affrontements avec les autorités gouvernementales invoquant des prétextes discutables. Le cheik Ponda a également mis au défi des groupes islamiques modérés tels que Baraza Kuu la Waislam Tanzania (Bakwata), un organisme islamique quasi étatique. Ses partisans et lui-même ont appelé aux boycotts des recensements d'État et ont demandé la révocation des responsables scolaires qui, selon eux, exercent des discriminations à l'égard des écoles islamiques. ⁷ Le réseau du cheik Ponda, qui est actif depuis les années 1990,

comprend des centaines de mosquées et des douzaines d'écoles islamiques dans toute la Tanzanie. Les interprétations extrémistes de l'islam et les notions de fracture et de persécution religieuse par l'État se sont faufilees dans les sermons d'autres prêcheurs islamiques tanzaniens. ⁸ Comme au Kenya, une telle rhétorique a été suivie d'une hausse des attaques, notamment contre les étrangers et les responsables chrétiens. ⁹

INFLUENCES EXTÉRIEURES

Les groupes islamistes étrangers bien financés constituent l'un des principaux facteurs responsables de ce glissement vers des interprétations plus militantes de l'islam. Parmi ceux-ci, citons les organisations wahhabites qui ont pu parrainer des activités religieuses et éducatives grâce à la richesse de l'Arabie saoudite, du Qatar et d'autres pays pétroliers du Golfe. Contrairement à l'Afrique de l'Est qui a toujours su mêler à ses coutumes religieuses des traditions locales, le wahhabisme interprète de manière extrêmement conservatrice le Coran. Il interdit la plupart des aspects de l'éducation moderne, impose des codes vestimentaires rigoureux, respecte en matière de relations sociales des anciennes traditions et ignore de nombreux droits humains élémentaires, notamment pour les femmes. Même si le wahhabisme en principe ne dénonce pas les autres religions, la plupart des prêcheurs wahhabites ne tolèrent aucune autre opinion. Les autres interprétations de l'islam, comme le soufisme, sont considérées hérétiques et insultantes par les wahhabites. ¹⁰ En effet, la version de l'islam actuellement importée en Afrique de l'Est est enracinée dans une identité culturelle arabe. ¹¹ La différence

est significative avec d'autres traditions islamiques qui ont connu une évolution importante dans d'autres pays musulmans, comme la Malaisie ou l'Indonésie.

Il existe en Afrique de l'Est des groupes musulmans parrainés par l'étranger depuis le milieu du XXe siècle. Toutefois, leur essor date des années 1970.¹² Selon une estimation, le financement par l'Arabie saoudite des seules institutions islamiques de Zanzibar atteint 1 million de dollars par an.¹³ Les financements étrangers sont éparés et visent les centres sociaux, les madrasas, les établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur, ainsi que les programmes humanitaires et sociaux. La plupart des investissements sont importants et pluriannuels. L'Agence des musulmans d'Afrique basée au Koweït en est une illustration parfaite.¹⁴ Elle est présente sur l'ensemble du continent, dont le Kenya, le Malawi, Madagascar, l'Ouganda et le Zimbabwe. Dans le cadre de ses activités, elle a signé en 1998 un accord de 33 ans avec le gouvernement de Zanzibar lui permettant d'exploiter une université qui a produit jusqu'à présent 1 200 diplômés.¹⁵

Il est à noter que certains bénéficiaires de ces fonds ne sont pas formellement wahhabites ou conservateurs. Certains centres sociaux, écoles et programmes humanitaires mélangent aux programmes et matériels wahhabites des activités laïques afin d'atteindre un public plus large. Au Kenya, le gouvernement saoudien fournit depuis des décennies une assistance financière et des bourses au Kisauni College of Islamic Studies de Mombasa, où Abou Rogo Mohammed étudia.¹⁶ Probablement, des dizaines et potentiellement des centaines de madrasas, d'écoles primaires et secondaires du Kenya ont été construites et financées d'une manière similaire.

Certaines des activités soutenues par ces groupes islamiques étrangers sont louables. Ils ont ainsi financé des soins médicaux et fourni de l'aide pendant les catastrophes, de manière similaire aux autres organisations religieuses et laïques. Toutefois, ces activités humanitaires ne sont pas complètement inoffensives, car de nombreux groupes islamiques intègrent le prosélytisme à toutes leurs activités ou imposent aux participants le respect de pratiques conservatrices strictes pour avoir droit aux subventions ou bénéficier des avantages.¹⁷

Certains groupes ont des liens avec des organisations islamistes. Citons, par exemple, la Fondation islamique Al Haramain financée par l'Arabie saoudite. Elle était très présente dans les camps de réfugiés et avait soutenu de nombreuses madrasas en Afrique de l'Est, dont certaines liées à l'AMYC. La fondation fut fermée et expulsée du Kenya et de la Tanzanie en raison de ces liens.¹⁸ De

même, il fut découvert que la Revival of Islamic Heritage Society, une organisation non gouvernementale koweïtienne, apportait son soutien matériel et financier à des organisations liées à al Qaïda, dont Al-Itihaad al-Islamiya (AIAI), le prédécesseur d'al Shabaab. En particulier, les responsables somaliens d'AIAI avaient été éduqués en grande partie au Moyen-Orient.¹⁹

« la version de l'islam actuellement importée en Afrique de l'Est est ancrée dans une certaine identité culturelle arabe »

Qu'il s'agisse d'universités ou de madrasas toutes simples, les établissements d'enseignement revêtent une valeur stratégique évidente car ils façonnent les convictions des jeunes. Certaines de ces écoles fournissent un enseignement précieux en mathématiques, sciences, etc. Cependant, elles inculquent aussi une interprétation rigide de l'islam qui est synonyme d'exclusion et souligne l'importance de da'wa, ou le prosélytisme de cette forme d'islam. Le programme d'études respecte parfois le principe « d'islamisation des connaissances », élaboré dans le but de concilier la morale islamique fondamentaliste avec le droit, le système bancaire et la finance, etc. Au fil du temps, les étudiants se forment des opinions définitives sur ce qui est islamique ou pas, sur qui est musulman ou pas. Ils sont enfin incités à promouvoir activement leurs opinions.²⁰ Il s'agit d'une formule menant tout droit à la catastrophe, même si les programmes qui initialement encourageaient de telles opinions ne prônaient pas la violence.

L'influence croissante de l'islam extrémiste en Afrique de l'Est était au départ circonscrite à certains quartiers, villes ou régions. Mais, la pression conjuguée et cumulée de ces effets a poussé un nombre croissant de groupes de la région à adopter progressivement des missions plus agressives et plus conflictuelles. Le nombre grandissant de réseaux exprimant une sympathie à l'égard de l'extrémisme violent favorise la collaboration au niveau local, comme on l'a vu ou suspecté dans les attaques mortelles d'al Shabaab au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

REVENDEICATIONS SOCIOÉCONOMIQUES

Même si l'idéologie islamiste extrémiste s'implantant en Afrique de l'Est vient d'ailleurs, il existe des facteurs aggravants qui jouent un rôle sur la manière dont l'idéologie résonne après exposition. Par exemple, bien que les terroristes présentent des niveaux divers de richesse, d'éducation, de zèle et d'expérience, la marginalisation

socioéconomique influence la crédibilité du discours extrémiste et favorise sa dissémination. En Afrique de l'Est, la perception d'un niveau socioéconomique inégal ainsi que des actions fâcheuses de l'État ont poussé les musulmans à adopter des tendances plus conservatrices et permis aux discours du type « eux contre nous » d'avoir une certaine résonance.

Les musulmans d'Afrique de l'Est ont des revendications légitimes. Le chômage des jeunes dans les provinces de la côte et du nord-est, dominées par les musulmans, est 40 à 50 % supérieur à celui de la moyenne nationale.²¹ Parallèlement, les taux de fréquentation et de réussite dans les écoles primaires et secondaires tendent à être inférieurs dans les comtés musulmans, probablement en raison du nombre moindre d'écoles et d'enseignants par élève dans les provinces côtières que dans les autres parties du Kenya. Il existe des tendances similaires en Tanzanie. Le taux de chômage des jeunes dans l'île de Zanzibar, à majorité musulmane, était de 17 % ces dernières années,²² près du double de la moyenne nationale qui est de 9 %.²³ En outre, les zones côtières principalement musulmanes ont souvent mal défini les droits de propriété, entravant ainsi les opportunités économiques et ouvrant la voie aux saisies occasionnelles de terres par le gouvernement ou des entreprises importantes non locales.

« L'influence croissante de l'islam extrémiste en Afrique de l'Est était au départ circonscrite à certains quartiers... mais la pression conjuguée et cumulée de ces effets »

Les enquêtes d'opinion publique donnent un portrait moins divisé de la société au niveau national. Une enquête effectuée auprès des Kenyans montrait que près de la moitié des musulmans sondés percevait leurs conditions de vie comme identiques ou meilleures que celles des autres. En comparaison, près des deux tiers des chrétiens sondés pensaient de même. Néanmoins, ceci reflète bien le sentiment des musulmans qui correspond à peu près à celui du reste de la société kenyane - une perspective inchangée depuis un certain nombre d'années, d'après les précédentes enquêtes de 2008 et 2011.²⁴ En Tanzanie, 53 % des musulmans enquêtés percevaient leurs conditions de vie de manière identique ou meilleure à celle des autres Tanzaniens. Les chrétiens ont répondu de la même manière. De tels résultats témoignent sans aucun doute de la longue histoire de relations interconfessionnelles harmonieuses dans la région et de la poursuite de tels liens au niveau national.

Le défi présenté par l'extrémisme islamique est souvent un phénomène local. Les perceptions en termes de discrimination religieuse sont plus élevées dans les régions où les discours islamiques d'exclusion et de division sont présents et circulent depuis longtemps, comme à Mombasa, Zanzibar, Tanga et dans des quartiers de Dar es Salaam et de Nairobi. En conséquence, les musulmans d'Afrique de l'Est qui souscrivent aux interprétations extrémistes de l'islam ne constituent qu'une infime minorité (certes bruyante). Toutefois, la croissance de cette minorité témoigne d'une érosion de la résistance de l'Afrique de l'Est face à l'idéologie islamiste extrémiste qui ravage la région.

Les revendications affirmant que les musulmans ne bénéficient pas des mêmes opportunités économiques et éducatives que leurs compatriotes non-musulmans sont devenues monnaie courante chez les communautés musulmanes, modérées et extrémistes, de la région.²⁵ Pour de nombreux musulmans, particulièrement les jeunes, une telle inégalité prouve le bien-fondé des messages de division des centres islamiques fondamentalistes, des mosquées et des madrasas.

ACTIONS ALIÉNANTES DU GOUVERNEMENT

Les gouvernements d'Afrique de l'Est ont poursuivi en justice différents responsables musulmans au cours de ces dernières années pour tenter d'isoler les personnes soupçonnées d'extrémisme. Malheureusement, la plupart de ces procès ont échoué, renforçant le sentiment que le gouvernement persécute injustement les musulmans. Par exemple, lorsque le cheik Ponda fut jugé en Tanzanie en octobre 2012 pour incitation à l'émeute, il reçut une peine avec sursis de courte durée en raison de chefs d'accusations mal formulés et d'une enquête déficiente. Le cheik Ponda fut plus tard poursuivi à nouveau à Zanzibar et Morogoro pour incitation des musulmans à la grève et à l'émeute. Toutefois, après deux années de procès il fut acquitté en raison du manque de preuves. Là encore, le parquet annonça qu'il avait l'intention de soumettre l'affaire perdue à deux reprises devant la Cour suprême de Tanzanie. Au Kenya, le cheik Mohammed Dor fut poursuivi pour incitation à la suite d'allégations selon lesquelles il avait l'intention de financer un groupe séparatiste côtier. Le parquet modifia peu après les chefs d'accusation, puis un juge ajourna le procès et enfin l'État décida d'abandonner l'affaire.

Des responsables musulmans importants du Kenya et de Tanzanie ont également fait l'objet d'arrestation sans inculpation. Certains ont été assassinés mystérieusement. Des allégations d'escadrons de la mort orchestrés par la po-

lice qui cibleraient les responsables musulmans circulent partout depuis des années. La mort d'Abou Mohammed Rogo, tué dans une fusillade au volant à Mombasa en août 2012, a été attribuée à l'un de ces escadrons. Dans sa voiture se trouvaient également son père et sa fille ainsi que sa femme, qui fut blessée. Près d'un an plus tard et quelques semaines après l'attaque du centre commercial Westgate de Nairobi, le cheik Ibrahim Ismail, successeur d'Abou Rogo, et trois autres personnes furent tués dans une autre fusillade au volant en octobre 2013. Le cheik Abubakar Shariff, successeur d'Ibrahim Ismail, plus connu sous le nom de Makaburi, fut tué en avril 2014, deux jours après avoir été lié par l'unité antiterroriste de la police aux attaques d'al Hijra à Mombasa du mois précédent.

Muslims for Human Rights, un groupe de soutien kenyan, a déclaré que la police et les procureurs ont recours à des mesures extrajudiciaires en raison de leur incapacité à mener correctement des enquêtes ou à poursuivre les extrémistes islamiques présumés. Ce discours ne fait que se renforcer au fil du temps. Human Rights Watch a signalé qu'entre 2014 et 2016, les forces de sécurité kenyanes ont fait disparaître brutalement au moins 34 personnes lors d'opérations antiterroristes à Nairobi et dans le nord-est. Dans 11 cas, au moins, les corps de personnes récemment arrêtées par les autorités gouvernementales ont été trouvés. Un des principaux journalistes d'enquêtes du Kenya a signalé que les nombres étaient sans aucun doute plus élevés, déclarant qu'on pouvait attribuer à la police les assassinats extrajudiciaires de 1 500 personnes depuis 2009.²⁶

Des accusations similaires ont été faites en Tanzanie. En octobre 2012, le cheik Farid Hadi Ahmed, dirigeant du groupe islamique Uamsho qui prône l'autonomie de Zanzibar sous la loi islamique, disparut. Les responsables d'Uamsho demandèrent à la police d'enquêter. Les sympathisants organisèrent des manifestations, dont certaines furent mortelles. Le cheik Ahmed réapparut au bout de 4 jours et déclara qu'il avait été enlevé par des policiers. Il fut rapidement arrêté par la police et détenu sans caution, conformément à une disposition de la Loi sur la sécurité nationale. Un juge finalement rejeta plusieurs des chefs d'accusation portés contre le cheik Ahmed au niveau du district, le parquet n'ayant pu fournir aucune preuve. Toutefois, des charges d'incitation et de participation à son propre enlèvement demeuraient en place. Le parquet empêcha ensuite le cheik Ahmed de déposer une demande de libération sous caution ou de plaider coupable ou non coupable. Après avoir porté l'affaire devant la Cour suprême de Tanzanie, le cheik Ahmed fut enfin libéré sous caution en 2014, après avoir passé 17 mois en

prison. Six mois plus tard, il fut arrêté à nouveau pour activités terroristes.

Au-delà des spécificités liées à certaines affaires, le manque de transparence et les arrestations aléatoires, les politiques de liberté sous caution et les poursuites ont suscité la méfiance de nombreux musulmans à l'égard des responsables politiques et des institutions publiques. En plus du sentiment d'avoir été marginalisés économiquement, de nombreux musulmans sont de moins en moins enclins à utiliser les structures gouvernementales existantes pour corriger les injustices perçues. En conséquence, les discours islamiques extrémistes et exclusifs peuvent paraître plus convaincants.

INVERSION DE L'AVANCÉE DE L'EXTRÉMISME

Ce document a montré que les facteurs incitatifs de l'extrémisme islamique en Afrique de l'Est sont extérieurs et intérieurs. Un cadre permettant de repousser la menace, requerra, par conséquent des actions sur les deux plans.

Contre les influences extérieures et accentuer les traditions nationales de tolérance. Les discours islamistes radicaux, un facteur de déstabilisation d'importation relativement récente, ont commencé à éroder une longue histoire de tolérance en Afrique de l'Est. Les gouvernements et la société civile doivent les contrer en capitalisant sur la beaucoup plus longue histoire de tolérance et de diversité religieuse de la région et en la renforçant. Il faudra que les responsables politiques s'engagent dans le processus avec patience et sincérité. Les efforts indirects permettant de soutenir un renouveau du dialogue interreligieux capable de produire des bénéfices constructifs et tangibles sera également indispensable.

Dans le but de renforcer les traditions locales de tolérance, les gouvernements devront résoudre le problème du financement par des entités islamiques conservatrices étrangères. Il sera également nécessaire de trouver des moyens transparents et cohérents de réglementer les sources de financement, la rhétorique sectaire et les tendances militantes des groupes religieux. Les groupes qui encouragent la violence ou la confrontation ouverte devront être interdits et poursuivis. Toutefois, il faudra éviter la pénalisation générale de tous les groupes islamiques fondamentalistes afin de ne pas renforcer le soutien aux mouvements violents. À la place, il est important d'instaurer une politique de tolérance avec une interdiction claire de la violence et des divisions.

Améliorer l'inclusion politique des communautés musulmane. Les responsables politiques doivent recon-

naître que les revendications de marginalisation (par dessein ou inadvertance) des musulmans sont partiellement légitimes. Voilà un excellent moyen d'envoyer un message fort aux circonscriptions musulmanes et d'instaurer un sentiment de confiance capable de favoriser la collaboration et la réforme. Les responsables doivent accroître leur engagement auprès des communautés musulmanes, y compris avec celles en voie de radicalisation ne prônant pas la violence.

« La situation impose une restauration et un développement de l'esprit de résistance de l'Afrique de l'Est face aux messages radicaux et aux comportements violents »

Lorsque la sécurité s'est améliorée dans le nord-est du Kenya au second semestre de 2015, tout le crédit en revint au coordinateur régional Mohamud Ali Saleh, ancien ambassadeur du Kenya en Arabie saoudite, nommé à ce poste après l'attaque sur l'Université Garissa. La réduction consecutive du terrorisme dans la région ne relève pas d'une application plus vigoureuse des lois. Elle est, en revanche, la conséquence directe des aptitudes de Mohamud Ali Saleh en tant qu'interlocuteur entre le gouvernement et les communautés locales. Il parvint ainsi à instaurer une meilleure police de proximité et à organiser des collectes plus efficaces de renseignement.

Investir dans les citoyens au niveau économique et institutionnel. Les inégalités socioéconomiques doivent être résolues en toute transparence de manière à réduire au minimum la légitimité de ce type de revendication. Les programmes doivent cibler les inégalités en termes d'éducation, de revenu et d'opportunité, que la cause fondamentale soit une véritable discrimination religieuse ou le symptôme d'une dynamique régionale, urbaine ou rurale. Les programmes doivent viser à stimuler l'emploi dans les zones à majorité musulmane.

Le renforcement et la simplification des codes de propriété et des droits fonciers devraient aussi aider. Les musulmans des zones côtières d'Afrique de l'Est, dont les droits de propriété et d'entreprise sont ténus, craignent d'être exploités et expropriés par le gouvernement ou les grosses entreprises. Le renforcement des droits de propriété peut apaiser les tensions et favoriser le développement et la mobilisation d'une classe moyenne musulmane prospère.

L'éducation est également indispensable. Les régions à majorité musulmane d'Afrique de l'Est accusent

un retard en ce qui concerne le nombre et la qualité des écoles, ainsi que dans les rapports enseignants/élèves. Politiquement, des améliorations rapides, même petites, des installations de ces régions devraient contribuer à instaurer un climat de bonne volonté. À plus long terme, il est important d'attribuer davantage de bourses à la jeunesse musulmane afin de contrebalancer les effets des influences idéologiques externes. De telles occasions de formation permettront plus tard à la jeunesse d'occuper des rôles de responsables dans l'ensemble de la société, favorisant ainsi une plus grande intégration.

Mettre en oeuvre les procédures établies. Les gouvernements doivent également comprendre que les perceptions importent pour contrer l'idéologie radicale. Les personnes qui incitent les autres à la violence représentent sans nul doute une menace à la stabilité. Toutefois, si le public estime que les procédures juridiques ne sont pas suivies, les futures interventions de la police risquent d'avoir pour seul effet de soutenir davantage les radicaux et leurs messages. L'adhésion aux lois renforce leur valeur dans l'esprit (et les actes) des communautés marginalisées, à la fois comme protection et ligne de démarcation entre légalité et illégalité.

Les gouvernements doivent éviter les procès importants qui reposent sur des bases juridiques faibles et sont susceptibles d'échouer au tribunal. Ils doivent à la place se concentrer sur l'amélioration des procédures d'application de la loi, la collecte des preuves et le renforcement des capacités en matière de poursuites. Lorsque les autorités ne disposent pas de suffisamment de motifs pour poursuivre des responsables musulmans incendiaires ou des entités, les arrestations seront uniquement perçues comme de l'intimidation et, enfin de compte donneront un air de vraisemblance aux allégations de victimisation des extrémistes.

Il doit être mis fin immédiatement aux actions judiciaires de la police. Le gouvernement doit à la place soutenir des enquêtes transparentes, crédibles menées par des experts indépendants afin d'évaluer les allégations prétextant que les responsables islamiques ont été tués par des personnes liées à l'État ou au leadership politique. La présentation des conclusions au public peut restaurer une certaine confiance dans le gouvernement.

En général, ces efforts ne doivent pas cibler des personnes en particulier, qui n'ont pas de vocation à la permanence, quel que soit l'écho de leurs opinions. Ils doivent, plutôt chercher à délégitimer l'idéologie de l'extrémisme violent.

NOTES

¹ « Selon les Nations Unies, Al Shabaab en Somalie est toujours une menace à la paix en dépit de son déclin », defenceWeb, 14 août 2012.

² « L'Ouganda arrête 19 personnes suspectées d'être les auteurs de l'attaque terroriste », *CBC News*, 14 septembre 2014.

³ « Situation Report: Tanzania: Video Shows Possible New Islamic State Affiliate », site Web Stratfor, 18 mai 2016.

⁴ Anneli Botha, « Radicalisation in Kenya: Recruitment to al-Shabaab and the Mombasa Republican Council », ISS Paper 265, septembre 2014.

⁵ Terje Østebø, « Islamic Militancy in Africa », *Africa Security Brief* No. 23 (Africa Center for Strategic Studies, novembre 2012), 4. Chanfi Ahmed, « Networks of Islamic NGOs in Sub-Saharan Africa: Bilal Muslim Mission, African Muslim Agency (Direct Aid), and al-Haramayn », *Journal of East African Studies* 3, no. 3 (novembre 2009), 426-437. Ioannis Gatsiounis, « After Al-Shabaab », *Current Trends in Islamist Ideology* 14 (décembre 2012).

⁶ David Ochami, « How fiery cleric Rogo developed, propagated extremism », *The Standard*, 2 septembre 2012.

⁷ Anne Robi, « Muslim Clerics Call for New Census Team », *Tanzania Daily News*, 4 juin 2012.

⁸ Ahmed, 430-431. « Muslim clerics warned against hate sermons », *The Citizen*, 7 janvier 2013.

⁹ Andre LeSage, *The Rising Terrorist Threat in Tanzania: Domestic Islamist Militancy and Regional Threats*, Strategic Forum No. 288 (Washington, DC: National Defense University Press, septembre 2014).

¹⁰ « Interview: Vali Nasr », site Web « Frontline » PBS, disponibles sur <<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows/saudi/interviews/nasr.html>>.

¹¹ Ben Hubbard, « A Saudi Morals Enforcer Called for a More Liberal Islam. Then the Death Threats Began », *The New York Times*, 10 juillet 2016.

¹² Gatsiounis, 74.

¹³ Katrina Manson, « Extremism on the rise in Zanzibar », *Financial Times*, 28 décembre 2012.

¹⁴ Ahmed, 427.

¹⁵ « Africa Muslim Agency Sets Up College in Zanzibar », Panafican News Agency, 26 juillet 1998.

¹⁶ *Kenyan Somali Islamist Radicalisation*, Africa Briefing No. 85 (Nairobi/Brussels: International Crisis Group, janvier 2012), 5, 11.

¹⁷ Ahmed, 434-435.

¹⁸ Patrick Mayoyo, « Kenya Muslims Say No to US School Funds », *The East African*, 23 février 2004. « Treasury Announces Joint Action with Saudi Arabia Against Four Branches of Al-Haramain In The Fight Against Terrorist Financing », communiqué de presse du Département américain du Trésor, 22 janvier 2004.

¹⁹ « Kuwaiti Charity Designated for Bankrolling al Qaida Network », communiqué de presse du Département américain du Trésor, 13 juin 2008.

²⁰ Joseph Krauss et Megan Lindow, « Islamic Universities Spread through Africa », *Chronicle of Higher Education* 52, no. 44 (juillet 2007), 33-37.

²¹ *Kenya's Youth Employment Challenge*, document de travail du PNUD (New York : Programme des Nations Unies pour le développement, janvier 2013), 64

²² Issa Yussuf, « Zanzibar Pushes to Curb Unemployment », *Tanzania Daily News*, 24 novembre 2014.

²³ *Tanzania Mainland Integrated Labour Force Survey 2014: Analytical Report*, Tanzania National Bureau of Statistics (2015), 83.

²⁴ Consultez « *Economy: Personal Economic Conditions: Your living conditions vs. others* », sous *Afrobarometer Round 5 (2010-2012): Kenya and Afrobarometer Round 4 (2008-2009): Kenya*, Afrobarometer: Analyse en ligne.

²⁵ Liat Shetret, Matthew Schwartz et Danielle Cotter, *Mapping Perceptions of Violent Extremism: Pilot Study of Community Attitudes in Kenya and Somaliland* (New York: Center on Global Counterterrorism Cooperation, 2013).

²⁶ Mohammed Ali et Seamus Mirodan, « Killing Kenya: *People & Power* investigates allegations that Kenya's police are involved in extra judicial killings », *Al Jazeera*, 23 septembre 2015.

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Directeur :

Kate Almquist-Knopf

National Defense University

300 Fifth Avenue, Building 21

Fort McNair

Washington, DC 20319-5066

Téléphone: + 1 202 685-7300

Site Internet: www.africacenter.org

BULLETINS DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

Directeur de la recherche :

Joseph Siegle, Ph.D.

Téléphone: + 1 202 685-6808

Courriel: Sieglej@ndu.edu

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) soutient l'élaboration de politiques stratégiques des États-Unis envers l'Afrique en offrant des programmes d'enseignement de qualité, en effectuant des recherches et analyses au sujet des politiques et en favorisant la prise de conscience et le dialogue sur les priorités stratégiques des États-Unis et les questions relatives à la sécurité de l'Afrique. Dans cette optique, le CESA est résolu à établir des réseaux de dirigeants civils et militaires africains, américains, européens et internationaux et à présenter les points de vue africains à l'intention des décideurs américains.



La série des Bulletins de la sécurité africaine expose les recherches et les analyses d'experts du CESA et de chercheurs extérieurs pour mieux faire comprendre les questions relatives à la sécurité de l'Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations exprimées ou implicites sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du ministère de la Défense ou de tout autre organisme du gouvernement fédéral des États-Unis. Pour de plus amples renseignements sur le CESA, veuillez consulter le site Internet à : <http://www.africacenter.org>.

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

<http://www.africacenter.org>

ISSN 2164-4292 (imprimé)

ISSN 2164-4039 (version électronique)